

LE 6 MARS À TOULOUSE, **TOUS EN LUTTE** POUR ÉVITER UNE CATASTROPHE INDUSTRIELLE MAJEURE

• Montreuil, le 27 février 2026

Plus de 10 000 emplois pourraient être rayés de la carte dans les prochaines semaines. C'est ce qu'on peut craindre à l'issue de la 4^e rencontre avec le ministère de l'Industrie et de l'Économie. En cause : la santé financière de Fibre Excellence, fragilisée par des prix de l'énergie et du bois laissés à la merci d'un marché dérégulé, faute de courage politique pour encadrer des ressources pourtant stratégiques. Aujourd'hui, c'est toute la filière papetière française qui est menacée.

Les usines de Tarascon et de Saint-Gaudens sont les deux dernières productrices de pâtes marchande du pays. Leur liquidation condamnerait l'ensemble de notre industrie papetière à dépendre d'importations venues d'Amérique du Sud, du Canada. Autrement dit : importer de la déforestation, du transport maritime polluant et une empreinte carbone décuplée, en lieu et place de productions locales maîtrisées.

Fibre Excellence appartient à Paper Excellence, elle-même intégrée au conglomérat Royal Golden Eagle, piloté par l'indonésien Jackson Wijaya. Que la pâte à papier soit produite en France, au Brésil ou ailleurs ne change rien pour cet empire industriel. Une seule règle prévaut : maximiser les profits, où qu'ils soient réalisés. La partie serait-elle déjà perdue ? Certainement pas.

Le gouvernement peut agir. Il peut nationaliser les sites de Fibre Excellence implantés sur notre territoire. S'il refuse, alors il accepte de fait d'accélérer la déforestation mondiale, de polluer

d'avantage les océans et de démanteler une filière industrielle stratégique. Il accepte que nos ports se transforment en zones de déchargement pour des millions de tonnes de pâte importée, pendant que nos usines ferment et que nos territoires se désertifient. Ce serait un choix politique. Un renoncement assumé.

L'autre scandale en préparation, c'est l'abandon des engagements pris par l'État, et par Emmanuel Macron lui-même, concernant la relance de Chapelle Darblay, acteur majeur de la production papetière à partir de papiers recyclés. Si le gouvernement refuse d'imposer à l'actionnaire la sauvegarde de ces milliers d'emplois et de ces sites industriels essentiels, alors le message sera clair : les profits passent avant l'emploi, l'industrie et l'environnement. Pour les salariés, leurs familles, les élus et les populations concernées, le mot d'ordre

ne peut être que la mobilisation et la lutte. Ni résignés, ni fatalistes, les moyens existent pour sauver nos emplois, relancer Chapelle Darblay et préserver les sites de Tarascon et de Saint-Gaudens. Encore faut-il avoir le courage politique de s'en servir.

Pas de renoncement mais la lutte et le combat syndical plutôt que le désastre social.

**Mobilisons-nous pour la sauvegarde
de nos emplois, pour nos industries,
pour la souveraineté industrielle, pour
l'environnement, pour la vie dans nos localités
et nos régions, pour nos forêts :**
**LE 6 MARS À TOULOUSE SOYONS
NOMBREUSES ET NOMBREUX !**

